

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Le littéraire et le politique

André Vanasse

Numéro 76, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/38366ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vanasse, A. (1994). Le littéraire et le politique. *Lettres québécoises*, (76), 5–6.

Tous droits réservés © Productions Valmont, 1994

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>



Le littéraire et le politique

L'HOMMAGE RENDU À GÉRALD GODIN A ÉTÉ UNANIME. Cela est venu de partout. On a entendu l'ex-premier ministre Bourassa y aller de ses propos louangeurs soulignant non seulement l'intégrité de l'homme politique, mais aussi le travail remarquable du poète. Même son de cloche chez les anglophones et chez les allophones. Gérald Godin était une personnalité comme on en trouve peu : si attentif aux autres qu'il poussait le dialogue jusqu'à apprendre leur langue. Le petit peuple l'aimait pour ça. En fait, c'était plus un homme de la rue qu'un ministre. Et sans concession. Quand il fallut que quelqu'un élève la voix au Parti québécois, c'est lui qui prit la parole. Au risque de s'en faire exclure.

Vient un temps où la solidarité s'apparente à de la lâcheté. Alors, croyait Godin, il faut avoir le courage de dénoncer afin de renouer avec l'idéal initial, de remettre la locomotive sur les rails. C'est ce qu'il fit. Il mérite notre estime. Cet hommage rendu, j'avoue que la mort de Godin m'a fait réfléchir à une autre dimension de sa personnalité. Gérald Godin était d'abord un écrivain. Il se fit connaître à l'époque de *Parti pris*. Il dirigea même la maison d'édition éponyme. Poète engagé, il fut de tous les combats. Il le fut si ardemment qu'un jour il plongea en politique et réussit le tour de force de remporter ses élections contre nul autre que Robert Bourassa.

Et c'est précisément cette alliance entre le littéraire et le politique qui me chicote. Tout à coup, je constate qu'on a peu écrit sur cette question. Pourtant, depuis toujours, le littéraire et le politique ont partie liée. Tous les grands de ce monde, monarques autant que dictateurs, ont eu à leurs côtés des chantres pour célébrer leurs louanges. Dans certains cas, le rôle du poète ressemblait à une caricature : il n'était là que pour amplifier et fixer pour l'éternité — dans des rimes plates ou croisées — l'image du maître. Ce fut le cas des dictatures et des monarchies absolues. Mais ce qui me frappe quand j'y réfléchis, c'est qu'on ne peut concevoir quelque formation politique que ce soit sans le soutien de l'écrivain. Où que l'on regarde, il y a toujours un poète, un dramaturge, un romancier devant ou derrière l'homme politique. La liste serait tellement longue que je ne citerai que quelques exemples: Alcuin et Charlemagne, Montaigne et Henri IV, Descartes et Christine de Suède, Voltaire et Frédéric II de Prusse. Ceux-là furent des «conseillers», mais il y en eut d'autres — Lamartine, Victor Hugo, Malraux, Havel pour ne nommer que ceux qui

me viennent à l'esprit — qui s'engagèrent de plain-pied dans la politique de leur pays. Ici, il y a les Honoré Mercier (premier ministre), Louis Fréchette (député), Honoré Beaugrand (maire de Montréal). Là aussi la liste pourrait s'allonger. Mais il y a plus : à ces personnages en vue s'ajoute la pléthore de ceux qui travaillent dans l'ombre, ceux qui écrivent pour les hommes politiques, leurs nègres de service. Ils sont nombreux et souvent écrivains de talent. Pensons à Jean Lemoyne qui écrit beaucoup de discours pour Pierre Elliott Trudeau. À d'autres aussi qui préfèrent garder l'anonymat !

Ainsi, quand on regarde de près les liens qui unissent le littéraire et le politique, on en reste ébahi, puis tarabulé par une question dont la réponse ne pourra plus jamais être claire : la gloire des uns et des autres est-elle fondée en absolu ou est-elle le résultat de jeux de coulisses visant à porter aux nues un auteur dont les accointances avec le pouvoir sont connues ? Quand Jacques Godbout — le journaliste — trace le portrait de son «ami» Bourassa, est-ce un geste gratuit ?

Il serait peut-être temps qu'on s'interroge à partir d'une analyse concrète sur les rapports qu'entretiennent le politique et le littéraire. Pourquoi tel auteur a-t-il connu tel succès ? Avait-il noué des liens privilégiés avec les tenants du pouvoir ? En clair, Arthur Buies aurait-il été moins admirable s'il n'avait pas été l'ami du curé Labelle, ministre de l'Agriculture ? Les honneurs reçus et les prix attribués sont-ils une prime pour services rendus à la collectivité ou la reconnaissance du génie d'un auteur ? La question est d'autant plus pertinente que des Damase Potvin, Adjutor Rivard ou Harry Bernard ont été couverts de gloire de leur vivant alors qu'on ne parle à peu près plus d'eux de nos jours. Par contre, Laure Conan, pistonnée par l'abbé Casgrain, le pape de l'édition à l'époque, a passé allègrement l'épreuve du temps. Pourquoi certains se sont-ils effacés alors que d'autres sont restés ?

Plus je poursuis ma réflexion, plus il me semble que la situation s'embrouille et qu'on nage en pleine confusion. Pour un Réjean Ducharme qui a réussi, contre vents et marées, à préserver son autonomie et son intégrité, il y a dix, cent, cinq cents auteurs dont le rapport au pouvoir est entaché d'une façon ou d'une autre. Celui qui a reçu du Conseil des Arts du Canada trois, quatre, cinq bourses d'artiste pour écrire une œuvre est-il porté à être plus fédéraliste ? Cette question est loin d'être innocente. La chicane de pouvoir entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec au sujet de

l'autonomie culturelle a reçu un éclairage pour le moins surprenant lors de la création du Conseil des arts et des lettres du Québec : tout à coup la ministre (l'ex-ministre en fait) Liza Frulla constatait avec un immense désarroi que les artistes défendaient avec vigueur la présence du gouvernement fédéral dans le domaine des arts et de la culture, alors qu'on les croyait résolument acquis à une vision autonomiste en matière de culture. Comment expliquer cette position des artistes autrement qu'en disant que la «générosité» du gouvernement fédéral depuis trente ans a porté fruit et que ces derniers préfèrent la rivalité entre les deux gouvernements plutôt que la position de faiblesse dans laquelle ils seraient placés advenant le cas où il n'y aurait qu'un seul subventionneur ?

Ces réflexions montrent à l'évidence que l'intégrité des artistes n'existe plus dès lors qu'une grande partie de leurs revenus leur provient de l'État. C'est une erreur de croire qu'on mord spontanément la main de celui qui nous tend l'os. On peut cracher sur l'État. On se montre plus hésitant quand ce même État place un chèque entre lui et l'artiste. Alors, naît la censure. En fait, l'autocensure. Chaque créateur apprend, comme malgré lui, à ne pas dépasser la mesure. Du reste, s'il exagère, son éditeur le ramènera dans le droit chemin, en faisant appel à des considérations «esthétiques» pour justifier son jugement. Dans tous les cas, le résultat sera le même : le texte considéré comme incriminant sera coupé ou atténué. Ce constat vaut pour tous les arts. Et dans les mêmes proportions. Car il faut, pour donner l'illusion que nous vivons dans une société permissive, qu'il y ait quelques écarts de conduite. Exactement comme pour le vol à l'étalage dans les grands

magasins : s'il ne dépasse pas un certain pourcentage, on ferme les yeux; au-delà on resserre la vis et on sévit. Voilà pourquoi il nous est permis de voir — après de longues tergiversations et les hauts cris des politiciens — *Octobre* de Falardeau. Une fois en vingt-cinq ans, on peut se le permettre. D'autant plus que l'eau a coulé sous les ponts depuis 1970.

Suis-je devenu cynique ? Est-ce la sagesse qui me fait voir les choses de cette façon ? Quoi qu'il en soit, je ne peux m'empêcher de constater que l'institution littéraire nage en eau trouble comme n'importe quelle autre institution. À vrai dire, les jeux de pouvoir y sont encore plus féroces qu'ailleurs. Les littéraires, parce qu'ils reçoivent peu de compensations financières, placent tous leurs espoirs dans leurs rêves de gloire. Être célébré de son vivant, c'est se donner l'illusion d'une éternité littéraire. Chacun se bat donc qui pour un prix qui pour un siège à l'Académie.

Dix ans, vingt ans plus tard, tout cela sera effacé. Il ne restera plus qu'une ligne ou deux dans un quelconque manuel scolaire pour décrire le travail d'une vie. Et quand les descendants d'un auteur voudront se plonger dans les écrits de leur aïeul, ils seront scandalisés d'apprendre que ses livres auront été vendus à l'encan depuis longtemps pour faire place aux nouveaux venus !

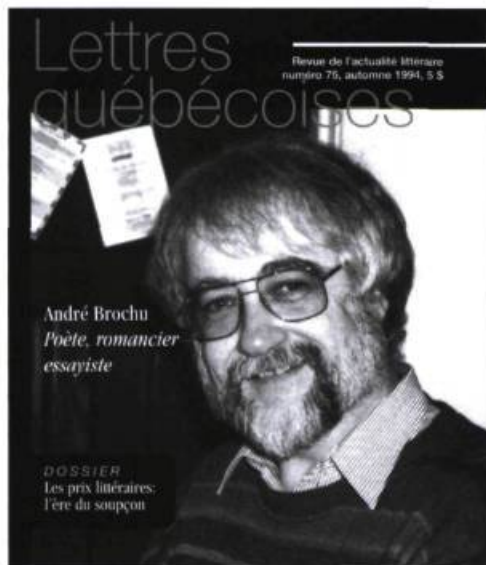
Vanité des vanités...



Le directeur,
André Vanasse

Lettres québécoises

la revue de l'actualité littéraire



Lettres québécoises, une revue entièrement consacrée à la littérature québécoise depuis plus de 15 ans.

Institution

Canada 25 \$
Étranger 30 \$

1 an

4 numéros

Individu

Canada 20 \$
Étranger 25 \$

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

Tél.: _____

Ci-joint: Chèque

Mandat postal

MasterCard

Visa

No _____

Exp _____

Signature _____

Retourner à : *Lettres québécoises*, 1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1
Tél.: (514) 525-9518 • Téléc.: (514) 525-7537